



CEROM

Comptes Économiques
Rapides pour l'Outre-mer

N° 29

Octobre 2019

Comptes économiques 2018 de Martinique La croissance redémarre

En 2018, la croissance économique de la Martinique atteint 1,2 % après la baisse de 0,6 % du PIB l'année précédente. Elle reste inférieure à la dynamique nationale et à la croissance guadeloupéenne. La Guyane connaît une croissance plus forte, mais dans un contexte démographique et social différent des Antilles.

L'investissement, qui continue d'augmenter, tire la croissance vers le haut. Les exportations de biens et services contribuent également à la hausse du PIB en augmentant de 6,6 % après trois années moroses. Dans le même temps, la hausse des importations reste modérée, permettant ainsi une amélioration de la balance commerciale, structurellement déficitaire.

La consommation publique repart légèrement à la hausse sous l'effet de l'augmentation de la masse salariale. La consommation des ménages reste stable, tandis que l'inflation est plus modérée qu'en métropole.

Matthieu Cornut, Insee



Le produit intérieur brut (PIB) de la Martinique augmente en 2018 de 1,2 % en volume pour s'établir à 8,9 milliards d'euros. La population continue de décroître, elle est estimée à 368 640 habitants au 1^{er} janvier 2018. Le PIB par habitant augmente de 2,4 % en euros constants et atteint 24 411 euros. Il s'élève à 24 027 euros en Guadeloupe, 14 324 euros en Guyane et 35 151 euros sur la France entière.

Le retour de l'investissement se confirme

L'investissement, en hausse de 4,2 %, est le principal moteur de la croissance martiniquaise, puisqu'il participe à la

1 La croissance redémarre doucement

Les principaux agrégats et leur évolution (en million d'euros courants et en %)

	Millions d'euros courants		Évolution en %		
	2018	Volume	Prix	Valeur	Contribution
Produit intérieur brut	8 947	1,2	1,1	2,4	1,2
Consommation des ménages	5 107	0,1	1,0	1,1	0,0
Consommation des administrations publiques	3 934	0,8	1,0	1,8	0,3
Investissement	1 783	4,2	1,3	5,5	0,8
Importations de biens et services	2 969	0,5	0,9	1,4	-0,2
Exportations de biens et services	1 135	6,0	1,7	7,8	0,7
Variation de stocks	- 43	///	///	///	-0,5

Source : Insee, CEROM, Comptes rapides.



hausse du PIB à hauteur de 0,8 point. Le redressement amorcé l'année précédente (+ 2,3 %) se poursuit en 2018, après trois années de baisse consécutives. Les crédits d'investissement aux entreprises sont en hausse de 9,9 % et les crédits immobiliers accordés aux ménages augmentent de 4,8 %.

La production du secteur de la construction augmente de 2,4 % en volume, suite en particulier à la hausse des autorisations de construire délivrées en 2017 et 2018.

La formation brute de capital fixe est davantage orientée vers le renouvellement des équipements et la mise aux normes que vers l'augmentation de la capacité de production, comme en témoigne la hausse des immatriculations de voitures utilitaires (+ 6,0 % pour les véhicules utilitaires légers et + 45 % pour les véhicules industriels et de transport de passagers).

Les exportations repartent à la hausse

Après trois années consécutives de baisse, les exportations de biens et services (hors dépenses des touristes) augmentent de 6,6 % en volume et contribuent pour 0,5 point à la croissance du PIB. Cependant, ayant chuté de 10,9 % en 2017, elles ne rattrapent pas le niveau de 2016, qui s'élevait à 705 millions d'euros.

Le secteur du transport, dont les exportations affichent une progression importante de 26,4 %, est le principal responsable du regain de compétitivité de la Martinique. Le secteur des industries agroalimentaires est également bien orienté (+ 12,9 %). Si la banane affiche une belle progression (+ 15,1 %), il s'agit simplement d'un redémarrage de la production quelques mois après les dégâts causés par l'ouragan Maria.

En revanche, les exportations de carburants chutent de 24,3 % en volume. La hausse des prix des produits pétroliers permet de limiter la baisse en valeur à 9,7 %.

Les dépenses des touristes, comptabilisées comme exportations, augmentent de 5,1 % et apportent 0,2 point de croissance (*encadré 2*).

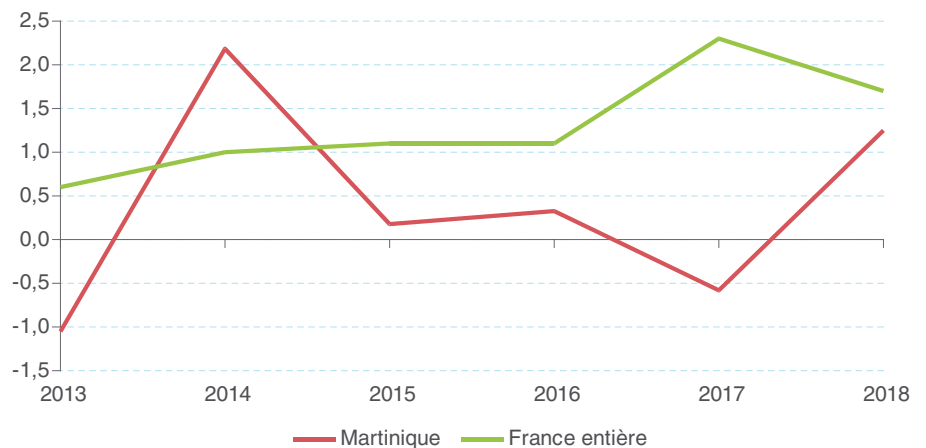
Les dépenses publiques augmentent légèrement

La dépense hors investissement des administrations publiques est en hausse de 0,8 % en volume, alors qu'elle s'était contractée de 1,7 % en 2017.

Les salaires versés par les administrations, la Sécurité sociale et l'enseignement augmentent de 1,0 %, malgré la stagnation de la valeur du point d'indice pour les fonctionnaires. Ils sont les principaux responsables de la hausse de la consommation publique.

2 La croissance est inférieure à la moyenne nationale

Taux de croissance du PIB en volume (en %)

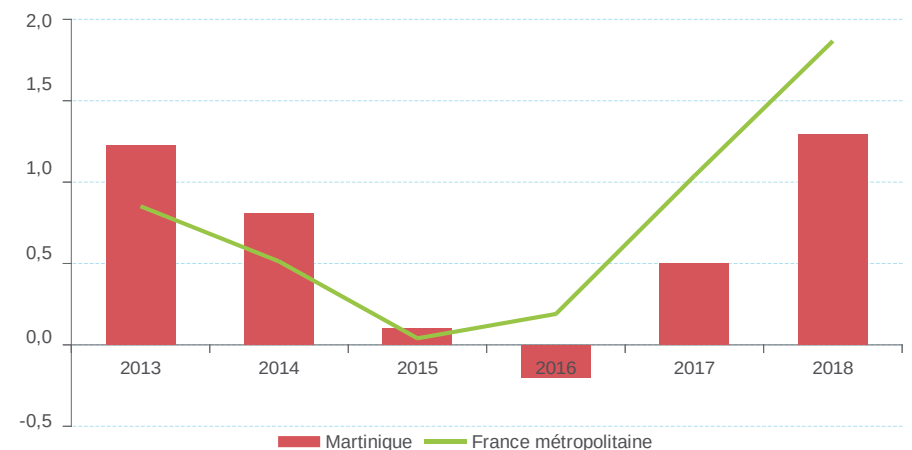


Note : les estimations antérieures à 2017 sont révisées, voir encadré méthodologique en fin de document.

Source : Insee, CEROM, Comptes rapides.

3 La hausse des prix est plus modérée qu'en France métropolitaine

Évolution de l'indice des prix, moyenne annuelle (en %)



Source : Insee, CEROM, Comptes rapides.

Dans le même temps, les consommations intermédiaires utilisées par le secteur public baissent de 7,6 %.

La hausse des importations reste limitée

Les importations de biens et services augmentent de 0,5 % en volume et contribuent pour - 0,2 point à la croissance.

Comme pour les exportations, c'est le secteur des transports qui est le principal responsable du dynamisme des échanges. Les importations de produits pétroliers chutent, quant à elle, de 9,3 %, mais la forte hausse des cours du pétrole brut (+ 26,0 %) alourdit la facture des hydrocarbures de 14,2 %.

Les importations de biens manufacturés représentent la moitié du total des importations et augmentent de 0,6 %, afin de pourvoir à la hausse de la demande en biens d'investissement.

Révision des estimations de croissance

Depuis la publication des comptes rapides 2017, les estimations de croissance des années 2013 et 2014 ont été révisées par l'élaboration des comptes définitifs. Pour l'année 2013, elle s'établit à - 1,1 % au lieu de - 0,2 % et, en 2014, elle est révisée d'un point à la hausse pour atteindre 2,2 %.

Les estimations de 2015 à 2017, désormais basées sur les comptes définitifs 2014 sont également révisées : la croissance 2015 passe de 1,1 % à 0,2 %, celle de 2016 passe de - 1,2 % à 0,3 %, tandis que l'estimation 2017 est révisée à la baisse, passant de 0,2 % à - 0,6 %.

Si les révisions des croissances annuelles sont conséquentes, la tendance sur les cinq dernières années reste identique, avec une croissance annuelle moyenne de 0,2 %.

Le tourisme de séjour se porte bien

En 2018, le nombre de touristes visitant la Martinique augmente légèrement (+ 0,5 %) et se situe autour d'un million. Le nombre de plaisanciers et de touristes de séjour atteignent un nouveau record, en augmentant respectivement de 16,3 % et de 0,3 %.

Le nombre de croisiéristes est en baisse de 3,1 %, mais reste proche de 400 000, un niveau largement supérieur à celui de 2016 (281 000 croisiéristes). La Martinique continue à profiter du report des croisières qui faisaient escale dans les îles du Nord avant le passage de l'ouragan Irma en septembre 2017.

Les dépenses moyennes par touriste augmentent nettement et passent de 434 à 463 euros. Le total des dépenses des touristes (hors billet d'avion) atteint 451 millions d'euros.

L'annonce par la compagnie Norwegian de la fermeture de ses lignes directes vers le Canada et les États-Unis pourrait avoir des répercussions négatives sur la fréquentation touristique les prochaines années.

La consommation des ménages stagne

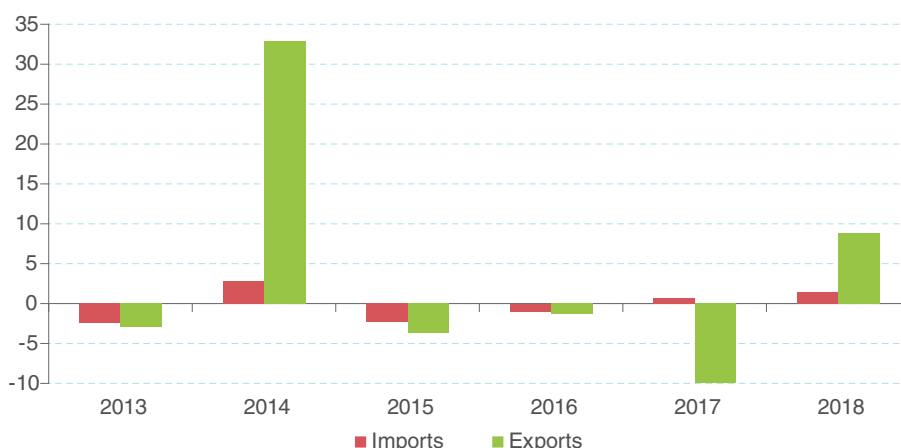
Dans un contexte d'inflation modérée (+ 1,3 %) et de baisse de la population (- 1,1 %), la consommation des ménages progresse peu (+ 0,1 %) et a une influence négligeable sur la croissance.

Cette atonie intervient pourtant dans un contexte favorable : les salaires versés aux ménages augmentent de 2,3 % et les encours des crédits à la consommation progressent de 7,7 %.

Le taux d'épargne des ménages progresse légèrement (+ 0,9 point) et s'établit à 25,2 %.

4 Les échanges commerciaux sont plus dynamiques

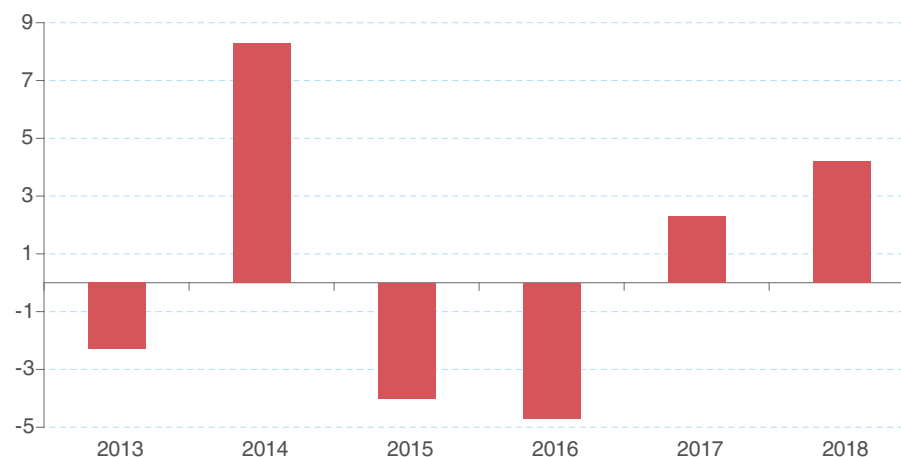
Évolution des échanges extérieurs en valeur (en %)



Source : Insee, CEROM, Comptes rapides.

5 La reprise de l'investissement se confirme

Évolution de l'investissement en volume (en %)



Source : Insee, CEROM, Comptes rapides.

Définitions

Le Produit intérieur brut (PIB) mesure la richesse produite sur un territoire donné, grâce à la somme des valeurs ajoutées des biens et services produits sur le territoire. Il est publié en volume et en valeur.

L'évolution en volume ou en « euros constants » permet de mesurer l'évolution du PIB d'une année sur l'autre, indépendamment de l'évolution des prix. Elle décrit l'évolution des quantités produites et fournit la croissance de l'économie.

L'évolution du prix du PIB mesure l'évolution de tous les prix présents dans l'économie : prix à la consommation des ménages (IPC), prix à la consommation des administrations, prix de l'investissement et prix du commerce extérieur.

L'évolution globale (volume et prix) fournit l'évolution du PIB en valeur.

Méthode

Les comptes économiques rapides : une estimation précoce de la croissance

Produit par l'Insee, en partenariat avec l'AFD et l'Iedom dans le cadre du projet Cerom, les comptes rapides 2018 de la Guadeloupe reposent sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit pas des comptes définitifs : les estimations pourront faire l'objet d'une révision à chaque campagne jusqu'à ce que la totalité des données de l'année soient connues.

Les comptes économiques sont en base 2014

Depuis 2017, les comptes économiques sont réalisés en base 2014. Les changements de base sont opérés régulièrement afin de tenir compte de l'évolution du fonctionnement de l'économie. Le dernier changement intègre les modifications conceptuelles et méthodologiques introduites par la mise à jour du Système Européen des Comptes paru en 2010 (SEC 2010). En particulier, le champ des dépenses comptabilisées en investissements est élargi pour inclure les dépenses en recherche et développement, ainsi que les systèmes d'armes. Le trafic de stupéfiants et la production de la banque centrale sont également pris en compte. Toutes les recommandations du SEC 2010 n'ont néanmoins pas été transcrites dans les comptes des Antilles et de la Guyane, soit qu'ils relèvent de la prérogative nationale, soit qu'ils ne sont pas jugés pertinents au niveau régional.

Les changements introduits par une base sont tels que deux comptes de bases différentes ne sont pas comparables en niveaux. Pour assurer la comparabilité des séries de comptes du passé avec la série de comptes élaborée dans la base actuelle, il est nécessaire de recalculer entièrement les premiers selon les concepts et méthodes retenus dans la base actuelle. Il n'est donc pas pertinent de comparer les chiffres publiés aujourd'hui en base 2014 avec les chiffres publiés précédemment en base 2005 ou 1995. Afin d'effectuer des comparaisons spatiales ou temporelles, il faut disposer de l'ensemble des données rétropolées en base 2014 que l'Insee mettra prochainement à disposition.

Des comptes rapides issus d'une modélisation de l'économie martiniquaise

Le modèle utilisé pour construire les comptes rapides est un modèle macro-économique, de type keynésien, dit « quasi-comptable ». Il permet de projeter les comptes économiques d'une année donnée à partir d'hypothèses d'évolutions de l'offre et de la demande de biens et services. Aux Antilles-Guyane, ce modèle est construit avec 22 branches et 22 produits. Le modèle est basé sur le TES (Tableau des Entrées-Sorties) de la Comptabilité Nationale. En effet, ces relations comptables permettent d'assurer la cohérence du modèle en décrivant les équilibres nécessaires entre les ressources et les emplois pour chaque opération. La projection du compte se fait selon la méthode de Leontief, fondée sur les interactions entre branches, et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation.

Service territorial de Fort-de-France
Centre technopole de Kerlys - bâtiment D1
5, rue Saint-Christophe - CS 10641
97262 Fort-de-France Cedex

Directeur de la publication :
Yves CALDERINI

Rédacteur en chef :
Sylvie BLANC

Rédacteur en chef adjointe :
Maud TANTIN MACHECLER

Mise en page :
Maud TANTIN MACHECLER

ISSN : 2416-8106
© Insee 2019

Pour en savoir plus

- « Les comptes économiques de la Martinique » consultables sur les sites du CEROM et de l'Insee.
- « Rapport annuel 2018 de l'IEDOM en Martinique », édition 2019 consultable sur www.iedom.fr/martinique.
- « Bilan économique 2018 de la Martinique », *Insee Conjoncture n°5*, juin 2019.
- « Les comptes économiques de la Guadeloupe en 2018 », *Insee Analyse n°38*, octobre 2019.
- « Les comptes économiques de la Guyane en 2018 », *Insee Analyse n°42*, octobre 2019.

